

CONV 595/03

OJ 17

ORDRE DU JOUR COMMENTÉ

Réunion: Session supplémentaire de la Convention européenne

Date: Mercredi 5 mars 2003

Le débat sur le titre III du projet de traité constitutionnel (articles 8 à 16) sera structuré sur la base de la liste des questions figurant en annexe.

Il n'y aura pas de liste d'orateurs mais la parole sera donnée aux membres qui le demanderont, et ce, en fonction de l'ordre des points inscrits sur la liste de questions.

Contrairement aux informations contenues dans l'ordre du jour précédent (doc. CONV 593/03), la session aura lieu dans la salle **5G3** du bâtiment Spinelli (ASP) du Parlement européen, rue Wiertz, 1047 Bruxelles. Cette salle permet aux collaborateurs et autres personnes de suivre la réunion dans une salle d'écoute (5G2).

TITRE III DU PROJET DE TRAITÉ CONSTITUTIONNEL
(ARTICLES 8 À 16)

QUESTIONS À DÉBATTRE

1) Compétences exclusives

- a) Convient-il de renommer la catégorie des compétences "exclusives" en compétence "propres" de l'Union ? La définition en serait-elle la même ?
- b) Certains domaines devraient-ils être rajoutés dans cette catégorie (certains conventionnels ont évoqués le marché intérieur, la cohésion économique et sociale, le financement de l'Union) ?
- c) Convient-il de considérer certains domaines, comme les quatre libertés, ou encore certains aspects sensibles de la politique commerciale, comme une compétence partagée, comme l'ont suggéré d'autres conventionnels ?
- d) Le principe de subsidiarité pourrait-il s'appliquer à cette catégorie ou à certaines de ces compétences ?

2) Compétences partagées

- a) Dès lors que la catégorie des compétences partagées constitue une catégorie résiduelle, convient-il ou non d'énumérer les principaux domaines concernés ?
- b) Si une telle énumération demeure non exhaustive, convient-il néanmoins de rajouter certains domaines (certains conventionnels ont évoqué par exemple la lutte contre les discriminations, l'égalité des genres, les services d'intérêt général, la dimension fiscale du marché intérieur, la protection contre les catastrophes, la protection des animaux, etc.) ?

3) Politique étrangère et de sécurité commune, et coordination des politiques économiques

- a) Compte tenu de leur spécificité, notamment de leur nature principalement non législative, la coordination des politiques économiques et la politique étrangère et de sécurité commune ne doivent-elles pas constituer des catégories à part ?
- b) Faut-il mettre davantage en évidence la politique de défense commune ?
- c) Convient-il de considérer dans un même ensemble la coordination des politiques économiques, sociale et de l'emploi, comme l'a suggéré un certain nombre de conventionnels ?
- d) Faut-il indiquer que c'est l'Union, le Conseil ou les États membres qui coordonne ces politiques ?

4) Domaines d'action d'appui

- a) La catégorie des domaines d'actions d'appui doit-elle énumérer de façon exhaustive ou non les domaines concernés ?
- b) Quelle relation établir entre cette catégorie et celle des compétences partagées ? (Certains conventionnels ont suggéré de ne pas exclure *a priori* toute harmonisation, même minimale, dans la catégorie des domaines d'action d'appui, tandis que d'autres ont suggéré de faire apparaître que certaines compétences partagées peuvent aussi donner lieu à des actions d'appui).

5) **"Clause de flexibilité"**

- a) Une telle clause devrait-elle pouvoir jouer dans les deux sens ?
- b) Quelle est la procédure la plus appropriée (rôle du Parlement européen ? majorité qualifiée ?)
- c) La durée d'application des actes adoptés sur base de cette procédure pourrait-elle être limitée dans le temps (*sunset clause*) ?

6) **Le principe de subsidiarité**

Le principe de subsidiarité pourrait-il être davantage précisé, ou formulé de façon plus "positive" ?

=====